



## CHAPITRE 19

Loi modifiant la Loi du changement de nom

[Sanctionnée le 19 décembre 1977]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

### Article premier

L'intitulé de la Loi du changement de nom (1965, 1<sup>re</sup> session, 1965, (1<sup>re</sup> sess.) c. 77, chapitre 77) est remplacé par le suivant:

«Loi sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil».

### Art. 2

Ladite loi est modifiée par l'insertion, après la formule du décret précédant l'article 1, de ce qui suit:

### «SECTION I

«CHANGEMENT DE NOM».

### Art. 3

L'article 1 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement des trois premières lignes du premier alinéa par les suivantes:

«1. Dans la présente section, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:»;

b) par la suppression du deuxième alinéa.

## Art. 4

1965 (1<sup>re</sup>  
sess.), c. 77,  
a. 2, remp.  
Certificat  
du  
ministre.

L'article 2 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**2.** Le changement de nom est accordé par certificat du ministre de la justice, conformément à la présente section.»

## Art. 5

1965 (1<sup>re</sup>  
sess.), c. 77,  
a. 6, remp.

L'article 6 de ladite loi, modifié par l'article 101 du chapitre 26 des lois de 1969, est remplacé par le suivant:

Droit  
à la  
requête.

«**6.** Si, après l'expiration des trente jours qui suivent la dernière publication prescrite, le ministre de la justice juge que les motifs du changement de nom sont suffisants et que celui-ci est à propos, il lui est loisible de faire droit à la requête, avec les modifications qu'il juge à propos.

Consente-  
ment  
requis.

Sauf pour des raisons exceptionnelles jugées suffisantes, il n'est pas fait droit à une requête sans le consentement écrit du conjoint du requérant et de ses enfants mineurs non émancipés âgés de quatorze ans ou plus.»

## Art. 6

1965 (1<sup>re</sup>  
sess.), c. 77,  
a. 8, remp.  
Enfants  
et  
descen-  
dants.

L'article 8 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**8.** Le changement de nom patronymique effectué par certificat du ministre de la justice bénéficie aux enfants mineurs non émancipés du requérant, à ses enfants à naître et aux descendants des uns et des autres.»

## Art. 7

1965 (1<sup>re</sup>  
sess.), c. 77,  
a. 9, remp.  
Avis du  
certificat.

L'article 9 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**9.** Avis du certificat émis par le ministre de la justice est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Copie.

Toute personne peut, en payant l'honoraire requis, obtenir une copie du certificat.»

## Art. 8

1965 (1<sup>re</sup>  
sess.), c. 77,  
a. 10,  
remp.

L'article 10 de ladite loi est remplacé par les suivants:

«**10.** Le ministre transmet à chacun des dépositaires des registres de l'état civil où est inscrit l'acte de naissance du requérant une copie conforme du certificat. Registres de l'état civil.

Les dépositaires transcrivent ce certificat dans les registres de l'état civil des actes de naissance de l'année courante et dressent, conformément à ce certificat, un nouvel acte de naissance. Nouvel acte de naissance.

Ils indiquent également en marge de l'acte de naissance du requérant la modification des mentions concernées et un renvoi au registre de l'année et à la page contenant le nouvel acte de naissance. Mentions.

«**10a.** Si le requérant est né hors du Québec, copie du certificat doit être transmise par le ministre de la justice au dépositaire des registres de l'état civil de son lieu de naissance. Requérant né hors Québec.

«**10b.** Le nouvel acte de naissance inscrit dans les registres de l'état civil annule l'acte de naissance antérieur du requérant.» Acte de naissance antérieur annulé.

## Art. 9

Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 15, de ce qui suit: 1965 (1<sup>re</sup> sess.), aa. 16-22, aj.

### «SECTION II

#### «CHANGEMENT D'INDICATION DE SEXE ET DE PRÉNOM

«**16.** La présente section s'applique à un citoyen canadien majeur, non marié, résidant au Québec depuis au moins un an et qui a subi avec succès les traitements médicaux ainsi que les traitements chirurgicaux impliquant une modification structurale des organes sexuels et destinés à modifier ses caractères sexuels apparents. Application.

«**17.** La personne visée dans l'article 16 peut demander, par requête au ministre de la justice, pour paraître dans les registres de l'état civil, un changement d'indication de sexe et de prénom. Requête.

«**18.** La requête indique: Contenu.

a) le nom et les prénoms inscrits dans l'acte de naissance de la personne qui a fait l'objet de ces traitements;

b) le cas échéant, les prénoms qu'elle désire adopter;

c) son adresse et occupation lors de la requête et au cours de l'année précédant la demande;

- d) le sexe inscrit dans son acte de naissance; et
- e) tout autre renseignement exigé par le ministre.

Docu-  
ments, etc.

«19. La requête est accompagnée:

a) d'un constat médical décrivant les traitements prévus par l'article 16 et émanant d'une autorité médicale québécoise compétente en la matière;

b) d'un extrait certifié et signé de l'acte de naissance du requérant inscrit dans les registres de l'état civil;

c) d'une déclaration assermentée du requérant attestant:

- i. qu'il est citoyen canadien;
- ii. qu'il réside au Québec depuis au moins un an;
- iii. qu'il n'est pas marié;
- iv. que la demande est faite de bonne foi; et
- v. que les allégations contenues dans la requête sont vraies;

d) le cas échéant, d'une copie du jugement irrévocable de divorce, du jugement d'annulation de mariage ou du constat de décès de son conjoint; et

e) du paiement des honoraires prescrits.

Constat  
supplémentaire.

«20. Outre le constat médical prévu par l'article 19, le ministre peut exiger un constat supplémentaire décrivant les traitements et émanant d'une autre autorité médicale compétente en la matière.

Certificat.

«21. Si le requérant satisfait aux conditions prévues par les articles 16 à 20, le ministre fait droit à la requête et émet un certificat constatant le changement d'indication de sexe et de prénom.

Disposi-  
tions appli-  
cables.

«22. Les articles 7, 9 et 10 à 15 s'appliquent, en faisant les adaptations requises, à la présente section.»

## Art. 10

1965 (1<sup>re</sup>  
sess.), c. 77,  
a. 16,  
remp.

Ladite loi est modifiée par le remplacement de l'article 16 par ce qui suit:

## «SECTION III

### «DISPOSITIONS FINALES

Tarif  
d'hono-  
raires.

«23. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement publié dans la *Gazette officielle du Québec*, établir un tarif d'honoraires pour une procédure relative à un changement visé dans la

présente loi et prescrire toute autre mesure jugée utile à l'application de celle-ci.

«**24.** Une modification aux actes ou registres de l'état civil en vertu du Code de procédure civile, en vertu de la Loi de l'adoption (1969, chapitre 14) ou par application du Code civil ne constitue pas un changement visé dans la présente loi.»

Change-  
ment  
non visé.

#### Art. 11

L'article 17 de ladite loi est renuméroté «25».

1965, (1<sup>re</sup>  
sess.), c. 77,  
a. 17, renuméroté.

#### Art. 12

La présente loi entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1978.

Entrée en  
vigueur.





## CHAPTER 19

### An Act to amend the Change of Name Act

[Assented to 19 December 1977]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Assemblée nationale du Québec, enacts as follows:

- 1.** The title of the Change of Name Act (1965, 1st session, chapter 77) is replaced by the following:
- 1965, (1st  
sess.), c. 77,  
tit.  
replaced.
- “An Act respecting the change of name and of  
other particulars of civil status”.

- 2.** The said act is amended by inserting, after the enacting formula preceding section 1, the following:
- Id., head-  
ing added.

#### “DIVISION I

#### “CHANGE OF NAME”.

- 3.** Section 1 of the said act is amended:
- Id., s. 1  
am.
- (a) by replacing the first three lines of the first paragraph by the following:
- “**1.** In this division, unless the context indicates a different meaning, the following terms mean:”
- Interpre-  
tation:
- (b) by striking out the second paragraph.
- 4.** Section 2 of the said act is replaced by the following:
- 1965 (1st  
sess.), c. 77,  
S. 2,  
replaced.
- “**2.** A change of name is granted by a certificate of the Minis-  
tre de la justice in accordance with this division.”
- Certificate  
of  
Minister.
- 5.** Section 6 of the said act, amended by section 101 of chapter 26 of the statutes of 1969, is replaced by the following:
- 1965 (1st  
sess.), c. 77,  
s. 6,  
replaced.

Application  
granted.

**"6.** If, after thirty days have elapsed since the last of the prescribed publications, the Ministre de la justice is of the opinion that the reasons for the change of name are sufficient and that such change is expedient, he may grant the application, with such modifications as he deems expedient.

Consent  
required.

Save for exceptional reasons deemed sufficient, no application shall be granted without the written consent of the applicant's spouse and of his unemancipated minor children aged fourteen years or over."

1965 (1st  
sess.), c. 77,  
s. 8,  
replaced.  
Children  
and  
descen-  
dants.

**6.** Section 8 of the said act is replaced by the following:

**"8.** A change of family name effected by a certificate of the Ministre de la justice shall benefit the unemancipated minor children of the applicant, his children to be born and the descendants of all of them."

1965 (1st  
sess.), c. 77,  
s. 9,  
replaced.  
Notice of  
certificate.

**7.** Section 9 of the said act is replaced by the following:

**"9.** Notice of every certificate issued by the Ministre de la justice shall be published in the *Gazette officielle du Québec*.

Copy.

Any person may obtain a copy of the certificate on payment of the required fee."

1965 (1st  
sess.), c. 77,  
s. 10,  
replaced.

**8.** Section 10 of the said act is replaced by the following sections:

Registers  
of civil  
status.

**"10.** The Minister shall transmit to each and every depositary of the registers of civil status where the act of birth of the applicant is entered a true copy of the certificate.

Transcrip-  
tion of  
certificate.

The depositaries shall transcribe such certificate in the registers of civil status containing the acts of birth of the current year and draw up a new act of birth in conformity with such certificate.

Indications  
in margin.

They shall also indicate in the margin of the act of birth of the applicant the changes to the entries concerned and a reference to the register of the year and the page containing the new act of birth.

Place of  
birth out-  
side  
Québec.

**"10a.** If the applicant was born outside Québec, copy of the certificate must be transmitted by the Ministre de la justice to the depositary of the registers of civil status of the applicant's place of birth.

Former  
act of  
birth  
annulled.

**"10b.** The new act of birth inscribed in the registers of civil status annuls the former act of birth of the applicant."



**9.** The said act is amended by inserting, after section 15, 1965 (1st sess.), c. 77, aa. 16-22, added.  
the following:

“DIVISION II

“CHANGE OF SEX DESIGNATION AND OF GIVEN NAME

**“16.** This division applies to every unmarried Canadian Application to transsexuals.  
citizen of full age who has been resident in Québec for at least one year and who has successfully undergone medical treatments as well as surgical treatments involving a structural modification of the sexual organs intended to change the secondary sexual characteristics of the person.

**“17.** The person contemplated in section 16 may make an Application for change of sex designation.  
application to the Ministre de la justice for a change of sex designation and of given name to be made in the registers of civil status.

**“18.** The application shall set forth:

Content of application.

(a) the surname and given names inscribed on the act of birth of the person who has undergone such treatments;

(b) the given names the applicant wishes to adopt, where such is the case;

(c) the address and occupation of the applicant at the time the application is made and during the year preceding the application;

(d) the sex inscribed in the applicant's act of birth; and

(e) any other information required by the Minister.

**“19.** The application shall be accompanied with:

Supporting documents, etc.

(a) a medical certificate describing the treatments referred to in section 16 from a medical authority in Québec who is competent in the matter;

(b) a certified and signed extract of the applicant's act of birth as it appears in the registers of civil status;

(c) a sworn declaration of the applicant attesting that

i. he is a Canadian citizen;

ii. he has been residing in Québec for not less than one year;

iii. he is not married;

iv. the application is made in good faith; and

v. the statements made in the application are true;

(d) where such is the case, a copy of the decree of divorce, the judgment of annulment of marriage or the certificate of death of his consort; and

(e) the payment of the prescribed fees.

Supplemen-  
tary  
medical  
certificate.

**"20.** In addition to the medical certificate provided for in section 19, the Minister may require from another medical authority competent in the matter a supplementary certificate describing the treatments.

Recommen-  
dation.

**"21.** If the applicant meets the conditions provided for in sections 16 to 20, the Minister shall recommend the issue of a certificate evidencing the change of sex designation and of given name.

Provisions  
applicable.

**"22.** Sections 7, 9 and 10 to 15 apply to this division, *mutatis mutandis*."

1965 (1st  
sess.), c. 77,  
s. 16,  
replaced.

**10.** The said act is amended by replacing section 16 by the following:

### "DIVISION III

#### "FINAL PROVISIONS

Tariff  
of  
fees.

**"23.** The Lieutenant-Governor in Council may, by regulation published in the *Gazette officielle du Québec*, establish a tariff of fees in respect of the procedure relating to a change contemplated in this act and prescribe any other measure considered advisable for the application of this act.

Change not  
contem-  
plated.

**"24.** Any change to the acts or registers of civil status made under the Code of Civil Procedure, under the Adoption Act (1969, chapter 14) or by the application of the Civil Code does not constitute a change contemplated in this act."

1965 (1st  
sess.), c. 77,  
s. 17,  
renum-  
bered.

**11.** Section 17 of the said act is renumbered "25".

**12.** This act shall come into force 1 April 1978.

Coming  
into force.